

## News Release - Communiqué

For immediate release - Pour Diffusion Immédiate  
(le français suit)

---

# 'Security Certificates' an insult to Canadians

May 30, 2003

Toronto - The Canadian Arab Federation (CAF) today called for a major overhaul of the current practice that allows, under the Immigration and Refugee protection act, for the detention and eventual expulsion of certain individuals based on a ministerial certificate.

"Under such certificates, people are being held indefinitely without bail, based on secret evidence which renders them unable to defend themselves and challenge their accusers," said CAF National President Raja Khouri. "The Star-Chamber-like secret court proceedings that are taking place in this country are a dark stain on our human rights record".

A 'Security Certificate' was used in Montreal last week to detain a 30-year-old Moroccan-born man, Adil Charkaoui, on suspicion he is connected to terrorists. Another man, Mahmoud Jaballah, an Egyptian-born with 4 children, has spent 22 months in solitary confinement in a Toronto cell on similar suspicions. "It is un-Canadian to hold someone without charges or proof of guilt," said CAF Executive Director Audrey Jamal. "This flies against the basic rules of justice".

CAF believes the use of 'Security Certificates' relies too much on the good faith of the authorities and does not provide the checks and balances embedded in usual criminal proceedings. It is common sense to assume that, like all human beings, security personnel are not exempt from making mistakes, exceeding their limits or being prejudiced in their actions.

CAF calls for a new process that allows for evidence to be challenged while allaying fears over national security. "Judges need to hear both sides of the story and have the benefit from cross-examination of the evidence," said Mazen Houdeib, CAF Vice President for Quebec. "This is how justice in a civilized society is served".

CAF has often cautioned that the excessive security agenda following the events of September the 11th have unduly threatened civil liberties and human rights in Canada. Particularly affected have been Arabs and Muslims who have fallen suspect by nature of their ethnicity or religion.

For information contact Raja Khouri or Audrey Jamal at (416) 493-8635.

# 'Les Certificats de Sécurité' une insulte pour les Canadiens

**30 Mai, 2003**

Toronto - La Fédération canado-arabe (FCA) réclame aujourd'hui une révision de fond des pratiques actuelles qui permettent, sous la loi de l'immigration, la détention et l'éventuelle déportation de certains individus sur la base d'un certificat ministériel. "Avec de tels certificats, des gens sont détenus indéfiniment sans possibilité de remise en liberté conditionnelle, sur la base de preuves secrètes qui les mettent dans l'impossibilité de se défendre contre leurs accusateurs," disait Raja Khouri, le président de la FCA. "Les procès secrets qui se déroulent au pays forment une tâche noire sur notre registre des droits humains".

Un certificat de sécurité a été émis la semaine passée à Montréal pour arrêter Adil Charkaoui, un Montréalais d'origine marocaine âgée de 30 ans et père de deux enfants, soupçonné d'avoir des liens avec des terroristes. Un autre, Mahmoud Jaballah, un Torontois d'origine égyptienne, père de 4 enfants, est en détention solitaire depuis 22 mois sur la base du même soupçon. "Ce n'est pas Canadien de détenir quelqu'un sans accusation ni preuves de culpabilité," disait Audrey Jamal, directrice de la FCA. " Ceci va à l'encontre des règles de base de la justice".

La FCA croit fortement que l'utilisation de "Certificats de Sécurité" compte beaucoup sur la bonne intention des autorités et ne donne pas en contre partie la possibilité de vérifier les preuves tel qu'il est le cas dans les procès criminels traditionnels. Ça fait partie de la logique et du bon sens de considérer que les agents de sécurité, comme êtres humains, ne sont pas à l'abri de commettre des erreurs, des abus et même avoir des préjugés.

La FCA réclame une nouvelle procédure qui permet de vérifier les preuves tout en prenant au sérieux la sécurité nationale. " Les juges ont besoin d'écouter les deux versions, et d'avoir la possibilité de vérifier les preuves," disait mazen Houdeib, Vice-Président Québec de la FCA. " C'est la vraie façon de desservir la justice dans une société civilisée".

La FCA a toujours mis en garde les instances gouvernementales et autres contre les menaces qui pèsent sur les droits civils et les droits de l'homme au Canada, comme conséquence de l'adoption d'un agenda de sécurité abusif. Les canadiens d'origine Arabe et les Musulmans ont été les plus durement touchés car ils sont devenus suspects par association à leur origine ethnique et leur religion.

Pour plus d'information, contactez Mazen Houdeib au (450) 686 8739.

The Canadian Arab Federation is the national organization representing Canadians of Arab origin. 1057 McNicoll Ave. Toronto, ON, M1W 3W6, Tel: (416) 493-8635 / Fax: (416) 493-9239  
[www.caf.ca](http://www.caf.ca)